

PriceWaterhouseCoopers
Tax Consultants
Mme Ine LEJEUNE
Wilsonplein 5 G
B-9000 Gent
Belgique

Confidentiel.

8th July 2011

Madame,

Veillez trouver ci-joint une copie de la matrice que vous nous avez adressée dans le cadre de la revue de l'article 37-3 que la Commission européenne (DG TAXUD) vous a confiée.

a complété ce questionnaire du mieux de ses connaissances.

Nous vous précisons que nous n'avons pas renseigné les sections se rapportant aux marchandises à emporter (« Goods to take away ») car nous pensons que ce point ne figure pas dans le périmètre de la revue.

Nous n'avons également pas répondu aux questions se rapportant aux transports domestiques et internationaux. Au-delà des réserves que nous pouvons avoir par rapport à l'inclusion de ces points dans la revue, laquelle devrait d'après notre analyse se restreindre aux voyages intra-communautaires, il n'aurait pas été avisé par ailleurs pour notre part de répondre à ces points, n'effectuant pas de transports domestiques ou internationaux extra-communautaires.

Notre réponse se cantonne donc à l'onglet « intra EU » de votre étude.

Comme vous nous l'aviez indiqué lors de notre rencontre du 28 Avril 2011 dans les locaux de , nous suggérons une pondération sur les KPIs proposés dans votre matrice.

Pondération 3 : pour « competitiveness » & « distortion »,
Pondération 2 : pour « simplicity »,
Pondération 1 : pour « efficiency » & « certainty ».

Enfin nous souhaiterions rappeler à travers cette matrice notre souhait de conserver le traitement existant sur les éléments compris dans le périmètre de la revue de l'article 37-3. Ce traitement fonctionne dans notre industrie depuis des décennies et il nous semble le plus adapté à ses particularités.

Enfin, nous souhaitons indiquer que cette matrice ne doit pas occulter les éléments économiques communiqués par la DG TAXUD (« ») à la DG TAXUD en Septembre 2010 toujours dans le cadre de la revue de l'article 37-3. Notre réponse s'inscrit donc en continuité de cette contribution qui pour rappel avait également demandé le maintien du statu quo fiscal.

- 2 -